

CIBLE

Encore lui !

Ben Laden menace la France ! Ben Laden prépare des attentats ! Les médias répercutent et commentent en boucle des bribes d'informations. Il s'agit de nous maintenir en haleine et de démontrer, à l'antenne, son extrême vigilance.

Nous ne sommes pas les seuls à dire que c'est là un jeu absurde et dangereux. Ben Laden, chef terroriste médiocre qui couvre une nébuleuse de fanatiques et de bandits, n'existerait pas si les médias ne lui assuraient pas une audience mondiale et si les attentats de ses affidés ne faisaient pas l'objet d'une mise en scène à tous égards rentable.

Une sagesse plurimillénaire enseigne que, dans la guerre, il faut cacher autant que possible le nombre de ses blessés et de ses morts pour garder le moral et jeter le doute chez l'ennemi. Et tous les enfants ont appris qu'il ne fallait pas crier inconsidérément « au loup » : de fait, nous ne savons plus distinguer entre les alertes de diversion dont le gouvernement fait grand usage et les menaces réelles dont nous sommes l'objet.

Croyant jouer avec nos nerfs, on joue avec notre vie.

OLIGARCHIE

Le président des riches

Idées

**Pierre
Manent**

p. 9

Médias

**La bulle
DSK**

p. 4

En finir avec l'euro

Les 15 et 16 octobre, la première rencontre unitaire de la gauche grecque alternative s'est tenue à l'université du Panthéon à Athènes. Jacques Nikonoff était parmi les invités.

En Grèce, la lutte contre le rigorisme budgétaire imposé par le FMI et l'Union européenne au gouvernement socialiste a donné jusqu'à présent des résultats décevants. Les manifestations syndicales et les grèves sporadiques n'ont pas fait reculer le Premier ministre, Georges Papandréou. Quant à l'opposition politique à l'ultra-libéralisme, elle est divisée.

Face au PASOK (Parti socialiste) qui a trahi ses principes pour imposer au peuple un plan de famine, il existe une fraction socialiste dissidente qui présente des candidats aux élections municipales de novembre. Le Parti communiste grec (KKE) dispose d'une bonne base électorale (7,5 % des voix aux législatives de 2009 et 21 sièges) mais il refuse toute alliance avec la gauche non communiste. Quant à la gauche *alternative*, elle est rassemblée dans la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) qui représente environ 5 % de l'électorat.

C'est la SYRIZA qui a organisé la rencontre d'octobre à

Athènes. Jacques Nikonoff, porte-parole du *Mouvement politique d'éducation populaire* (M'PEP) était le seul Français participant à cette rencontre. Au cours de son intervention (1), il a dénoncé le thème de la réforme des traités européens qui suppose un accord des 27 pays de l'Union sur des sujets qui sont actuellement rejetés par les oligarques européens. Dès lors, « *le moyen d'agir vite et concrètement ce sont des actes unilatéraux des États agissant comme des nations libres et indépendantes* » dans la perspective d'une refondation de l'Europe tout entière.

Quels actes ? D'abord et avant tout la sortie de l'euro qui aurait dû être décidée au printemps dernier par le gouvernement grec et qui doit être réalisée par tous les pays qui supportent le carcan monétaire européen générateur de délocalisation et de chômage. Selon Jacques Nikonoff, il faut :

« 1.- *Sortir de l'euro et rétablir les monnaies nationales (drachme, franc, etc.)*.

« *Le retour aux monnaies nationales implique un taux fixe, la monnaie nationale n'étant par ailleurs pas convertible, sauf avec l'euro (ou un panier de monnaies) dans certaines conditions. La spéculation ne sera donc plus possible !*

« 2.- *Dévaluer la monnaie nationale pour donner un coup de fouet à l'activité économique.*

« *Dévaluer une monnaie signifie baisser la parité officielle de cette monnaie par rapport à une autre monnaie. La baisse de la valeur de la monnaie nationale provoquera une hausse du prix des importations et une baisse du prix des exportations. Pour protéger le pouvoir d'achat de la population, il faudra remettre en place l'échelle mobile des salaires et des prix (...).*

« 3.- *Restructurer la dette publique et privée.*

« *Il faut - y compris en France - déclarer la restructuration de la dette publique. Cela signifie que le gouvernement qui prendra cette décision cessera définitivement de*

faire appel aux marchés financiers pour se financer, mais utilisera la création monétaire et son épargne nationale. L'épargne des classes moyennes et populaires (épargne salariale, actions détenues par les petits porteurs, SICAV...) sera protégée. Les autres créanciers (spéculateurs, banques...) ne toucheront rien ou peu !

« *Il faut aussi restructurer la dette privée. Les prêts imprudents accordés à des ménages modestes seraient annulés, ces ménages reviendraient à leur situation d'avant le prêt. Les frais seraient pris en charge par les banques responsables* ».

Il faut également « **nationaliser la politique monétaire** » afin que la Banque centrale puisse faire des avances à l'État et acheter des obligations d'État - autrement dit *monétiser la dette* - tout en nationalisant les banques et les compagnies d'assurance et en organisant le démantèlement des marchés spéculatifs. Jacques Nikonoff a également plaidé pour le contrôle des changes et des mouvements de capitaux et expliqué la nécessité du protectionnisme conçu dans le cadre universaliste de la *Charte de La Havane*.

Au terme de la rencontre, toutes les composantes de la gauche alternative ont conclu un accord de principe pour revendiquer la sortie de la Grèce de la zone euro et pour mener une lutte politique et idéologique au lieu de s'en tenir à l'action sociale et syndicale. Ce sont là de bonnes nouvelles.

Annette DELRANCK

(1) Le texte intégral est publié sur <http://www.m-pep.org/spip.php?article1933>



SOMMAIRE : p.2 : En finir avec l'euro - p.3 : La France en mouvement - Bébéar - p.4 : Coincez la bulle ! - p.5 : Un ministère conventionné - p.6/7 : Le président des riches - p.8 : Grenelle ou la supercherie écologique - p.9 : Le regard politique - p.10 : Rois en guerre - Des Rois, des Reines et d'autres choses aussi - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Sarko et son double.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (47 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

La France en mouvement

Plusieurs millions de personnes dans les rues de France : cela constitue un « échantillon significatif » qui est plus instructif que les sondages dont nous sommes inondés.

Et pourtant... le sondage selon lequel 70 % des Français soutenaient le mouvement social a été abondamment utilisé par les directions syndicales. C'est de bonne guerre mais il suffisait de vivre dans une grande ville et de participer aux manifestations pour constater la popularité de cette longue et grande révolte. Comme le supposé président et ses exécutants n'ont pris en considération ni les sondages ni les manifestations, il est une fois de plus démontré que la « démocratie d'opinion » chère à Michel Rocard, à Alain Minc et à tant d'autres, n'est qu'une farce.

Les manifestants ont quant à eux définitivement enterré les clichés sur le repli individualiste et sur le conflit des générations. La télévision a insisté sur le fait qu'on manifestait en famille, surtout le samedi. On n'a pas assez dit que les cortèges montraient, comme à chaque grand mouvement populaire, le caractère fantasmatique du découpage ethnique : des Français de toutes origines se retrouvaient dans les groupes de lycéens et d'étudiants comme dans ceux des syndicats. Les immigrés avec ou sans papiers étaient eux aussi de toutes les manifestations et, sous les banderoles communautaristes, les militants se comptaient sur les doigts de la main. Par-delà les différences et les oppositions

partisanes et syndicales, nous étions vraiment « tous ensemble » contre la réforme des retraites, l'ultra-libéralisme et Nicolas Sarkozy.

Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur les tactiques syndicales mais il est probable que la CGT et la CFDT n'ont pas été indifférentes aux nombreux manifestants qui défilaient sous les drapeaux de Solidaires : la pression de la gauche radicale du mouvement ouvrier n'est pas pour rien dans la fermeté de Bernard Thibaud et François Chérèque. Mais c'est surtout la colère de la rue qui a conforté la détermination affichée par la CFDT et par la CGT. Cette colère s'est exprimée dans les slogans mais sans passage à l'acte violent – à l'exception des provocations et dégradations commises par de petits groupes de hooligans. Les quartiers populaires n'ont pas explosé comme en 2005, alors qu'on pouvait s'attendre à une grosse flambée de violence.

Quant à la couverture médiatique des événements, certaines chaînes d'information en continu ont jugé nécessaire de donner un écho favorable des manifestations pour ne pas perdre leur public (toujours la référence aux 70 % d'opinions favorables) mais sans que l'on puisse en conclure, cela va presque sans dire, à un tournant dans la politique de l'information. Quoi qu'il ar-

rive et quel que soit le récit donné de l'événement, la veulerie médiatique reste constante et des choix implicites sont faits au détriment de la rigueur de l'information : Force ouvrière, par exemple, est une confédération négligée depuis plusieurs années comme si la CGT et la CFDT étaient seule qualifiées pour exprimer l'ensemble du mouvement syndical.

La manifestation du 6 novembre ne clôt pas la bataille sur les retraites. Il faut continuer la campagne d'explication et dénoncer Nicolas Sarkozy, ses conseillers (1) et ses ministres qui ont voulu cette réforme pour préserver la note AAA de la France dans les agences de notation et pour favoriser les assurances privées – celles-ci ont d'ailleurs fait des campagnes de publicité fort révélatrices au cours du débat parlementaire (2). Sous prétexte de sauver le système de retraites par répartition, on nous entraîne sans le dire vers le système de la capitalisation. Il faut surtout exiger des partis de gauche qu'ils garantissent notre système de retraites non par des mesures de gestion mais par la protection économique, la relance de la politique industrielle, l'augmentation des salaires en vue du plein emploi.

Yves LANDEVENNEC

(1) Cf. l'article de Joseph Macé-Scaron dans *Marianne*, n° 706.

(2) Cf. l'étude de Frédéric London : <http://blog.mondediplo.net/2010-10-23-Le-point-de-fusion-des-retraites>

Bébéar

Président d'honneur d'Axa et président de l'*Institut Montaigne* (une boîte à idée patronale), Claude Bébéar est le parrain du patronat.

Bien entendu, cet hyper patron ne comprend pas l'opposition des Français à la réforme des retraites, et les accable dans *Le Monde* du 30 octobre : « *ils sont productifs* » mais « *ils dénigrent le travail, se disent fatigués, aspirent aux congés, à la retraite. Au Canada, aux États-Unis jamais vous n'entendrez un tel discours* ». Et nous, nous n'entendrons pas Claude Bébéar se demander pourquoi les travailleurs français ne sont pas payés en fonction de leur productivité.

Au fil de l'entretien, le patronal parrain nous livre deux informations intéressantes. L'une touche à DSK : « *Il y a trente ans, nous, les assureurs, avions confié à deux jeunes économistes, Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn, une étude sur le financement des retraites. Ils concluaient à la nécessité de créer des fonds de pension* ». Quelle belle fidélité aux idéaux socialistes ! Et, sur le projet, quelle pertinence !

L'autre information est en forme d'avertissement. Et c'est Nicolas Sarkozy qui est nommément visé : « *Il a beaucoup réformé mais sa méthode est stressante. Or, il a une grande capacité d'explication. Tout en restant offensif, il faut qu'il adopte un style moins agressif, qu'il explique (...)* ». Le supposé président devrait tenir compte de cet avis : s'il n'obtempère pas on pourrait, en haut lieu, lui indiquer la sortie...

Angélique LACANE

L'écho des blogs

Le débat sur *protectionnisme commercial* ou *libre échange mondialisé* vient de s'enrichir de deux nouvelles contributions.

Le blog *Contre-Info* (1) donne la parole à Hakim El Karoui. Il rappelle les conséquences sociales et politiques du *libre-échange mondialisé* : « Il faut donc s'attendre à ce qu'en Occident les classes moyennes et populaires expérimentent une baisse inédite de leur niveau de vie. Or, tant que les gouvernements européens n'auront pas trouvé les moyens de relancer les salaires, ils seront tentés de trouver dans le populisme, de droite ou de gauche, la justification de leur existence ». Allant jusqu'à établir le constat suivant « Notre société ressemble effectivement de plus en plus à celle de l'Ancien régime avec une base très large, une petite élite et une masse assez importante de personnes - des avocats, des médecins à honoraires libres, des professionnels des loisirs... - qui travaillent pour la petite élite au sommet. Le reste de la société est entraîné vers les emplois de service peu qualifiés payés 40 % de moins que les emplois industriels. »

Pour lui répondre, c'est Gaëtan Gorce, éminent doctrinaire et élu socialiste qui prend la plume sur le site *Marianne2.fr* (2) « Se protéger, c'est s'immobiliser ! C'est prendre un risque redoutable, alors que, dans ce monde nouveau, en plein développement (sic) l'Europe n'est déjà que trop à l'écart des grands courants d'échanges, d'innovation, et de croissance. » Et il énonce son prêche européeniste « Si l'Europe ne nous sert pas à mettre en commun nos ressources et **plus encore nos ambitions**, quel est donc son objet ? Or, l'on assiste, depuis de nombreuses années, sous l'effet de déceptions croisées, à une renationalisation des politiques ».

À l'école d'Aubry, Lamy et Strauss-Kahn l'ardent défenseur du *libre échange mondialisé* est roi. Nous sommes une nouvelle fois prévenus !

François ENNAT

(1) http://contreinfo.info/article.php?id_article=3081

(2) http://www.marianne2.fr/Dumping-monetaire-l-Europe-doit-apporter-une-reponse_a198780.html

DSK

Coincez la bulle !

Dominique Strauss-Kahn sera-t-il candidat à la présidence en 2012 ? Nous n'en savons rien mais mieux vaut prévenir que guérir.

Pour les oligarques de droite et de gauche, pour les gens de médias, Dominique Strauss-Kahn est la solution de rechange idéale à un Sarkozy complètement discrédité et à bout de souffle. DSK, c'est exquis : de beaux diplômés d'économie et la compétence financière que le supposé président n'a pas, les bonnes manières de la grande bourgeoisie et le respect des puissances établies.

Avec ce gros bagage et une solide réputation de réalisme (DSK et le FMI soutiennent la réforme des retraites de Soubie-Sarkozy), le patron du FMI est l'enfant chéri des chroniqueurs et se retrouve comme par hasard au plus haut dans les sondages. Nous sommes donc priés de rejoindre le chœur de ceux qui appellent le bonhomme à se déclarer candidat.

Dans un article du *Monde* (1), Jean-Pierre Dupuy s'en amuse : les deux-tiers des sondés préfèrent Martine Aubry pour son honnêteté et sa fidélité aux valeurs de la gauche mais estiment que DSK a davantage que sa rivale supposée « l'étoffe d'un président de la République ». Or Jean-Pierre Dupuy nous rappelle qu'« en économie, l'écart entre la valeur marchande d'un bien, appréciée par son prix, et sa valeur intrinsèque s'appelle une bulle ». Et de se poser la question iconoclaste : « le phénomène DSK serait-il une bulle ? »

La réponse est oui. Dominique Strauss-Kahn est un économiste dilettante, inexistant sur le plan de la théorie et parfaitement opportuniste dans sa pratique - que ce soit au ministère des Finances ou à la direction du FMI. Nous aurons l'occasion de revenir sur l'action détestable de ce cynique mondain, en Lettonie et en Grèce tout particulièrement. Mais il y a un fait que les médias français ont choisi d'ignorer : Jean-Pierre Dupuy pointe un « écart abyssal entre les jugements portés sur son action en France et à l'étranger - et, singulièrement, dans la presse de gauche anglaise et américaine. Celle-ci se déchaîne contre l'action du FMI. Quelques titres d'articles évocateurs : **Les avis du FMI sont-ils meilleurs que ceux d'un ivrogne dans la rue ?** (Dean Baker, codirecteur du *Center for Economic and Policy Research* à Washington, dans le *Guardian* du 29 juin) : la réponse est non et, au moins, ces derniers sont-ils honnêtes ; **Des cinglés aux commandes** (Paul Krugman, Prix Nobel d'économie, dans le *New York Times* du 7 juin) ; *j'en passe et des meilleurs* ».

C'est le FMI qui est jugé mais pas DSK en tant que tel car les Américains savent bien que les véritables responsables de la politique du Fonds sont les pays riches et plus particulièrement les représentants du Trésor américain et les délégués des banques américaines. À New York, le sémillant personnage est

plutôt considéré comme un politicien français avide de notoriété. Pourquoi, à l'heure d'Internet et de la mondialisation comme on dit, les Français sont-ils privés des traductions de la presse américaine sur un sujet qui les concerne au plus haut point ? C'est une censure, parmi d'autres.

Ainsi, « la bulle DSK s'est formée comme se forment toutes les bulles. L'ignorance et la manipulation ont joué leur rôle, mais aussi la mécanique spéculative du désir et de la fascination. On prête à Pierre Mendès France la réflexion qu'une démocratie moderne n'est possible que si tout le monde accède au savoir économique. Nous en sommes loin et c'est pour cela qu'on peut prêter à un économiste qui n'en est pas vraiment un, et qui doit se taire pour raisons statutaires, un savoir fabuleux. Son mutisme même est le signe qu'il détient un secret sur notre destin. Il suffirait de lire la presse étrangère pour comprendre que le secret, c'est qu'il n'y a pas de secret. »

D'où notre consigne : coincez la bulle et serrez jusqu'à ce qu'elle éclate !

Sylvie FERNOY

(1) cf. *DSK, une bulle politique*, *Le Monde* du 23 octobre 2010. Jean-Pierre Dupuy est professeur émérite de philosophie économique, sociale et politique à l'École polytechnique. Il a été l'invité des Mercredis de la NAR le 25 novembre 2009. Son article est à lire dans son intégralité : http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/10/23/dsk-une-bulle-politique_1430220_3232_1.html

Un ministère conventionné

Le remaniement ministériel annoncé devrait être l'occasion d'un bilan pour le ministère des Affaires étrangères.

Le ministre des Affaires étrangères a normalement deux adjoints, ministre délégué ou secrétaire d'État. Aujourd'hui M. Kouchner est seul. Il s'est débarrassé de Rama Yade et on l'a débarrassé de l'inconnu Joyandet retourné dans l'anonymat de Vesoul. Mais il a donné l'impression qu'il ne s'agissait pas que des personnes mais aussi de leurs portefeuilles. On pouvait avoir une diplomatie sans les droits de l'Homme et sans la Coopération érigés en entités autonomes. Cela peut se défendre et nous n'avons pas assez de colonnes pour argumenter pro et contra. Notons ici que ces suppressions se sont faites au profit d'une direction unique : faire du quai d'Orsay le ministère de la mondialisation. C'était l'ambition affirmée de Bernard Kouchner, qui traduisait la peur de se voir exclu des grandes conférences internationales sur les questions transversales, au premier chef le climat, mais d'une manière générale la régulation multilatérale.

M. Borloo était au titre du climat un invité régulier et apprécié des conférences des ambassadeurs. Mme Lagarde brillait en revanche par son absence. Kouchner lui préférerait Trichet ou Lamy, plus proches politiquement. On donnait Christine Lagarde comme son successeur privilégié ou envié, ce qui ne devait pas plaire à la *Grande Christine*, Mme Ockrent-Kouchner. S'il est vraiment question de Dominique Strauss-Kahn comme candidat en 2012, il n'est pas non plus de bonne politique pour le couple de préparer la place à une

Mme Lagarde qui serait propulsée au premier rang comme meilleure escrimeuse contre DSK pour la campagne de l'élection présidentielle.

Il y a longtemps que le Quai d'Orsay a perdu la guerre de l'économie. Il y eut par le passé une direction des affaires économiques qui ne faisait pas le poids mais qui, fusionnée avec la direction de la coopération internationale, sous le terme pompeux de direction générale de la Mondialisation (DGM), prétend à nouveau tout coordonner. L'idée était d'empêcher chaque ministère de créer sa propre direction internationale avec ses représentants attitrés dans les ambassades. L'expérience n'est pas concluante. Les prétentions des uns et des autres se sont démultipliées.

Le remaniement pourrait être l'occasion d'une reprise en mains. Mais qui lâcherait la proie, Bercy, pour l'ombre, la DGM ? Et si ce n'est pas le cas, que fait-on des dorures du Quai ? Le choix du nouveau site de la rue de la Convention, purement fonctionnel et totalement anonyme, satisfait ceux - déjà le vœu de Mme Védrine - qui prônaient une diplomatie différente de celle de la tasse de thé sous les lambris. Mais on préférera toujours l'original à la copie. Quitte à copier Bercy, autant faire de Bercy le siège de notre diplomatie devenue purement techno-bureaucratique.

Finir comme Bernard Kouchner par le démantèlement de notre *soft power* culturel, qu'il s'agit de sortir de la grande direction de la mondialisation, n'est pas glorieux. On eût mieux aimé le voir quitter le *Département* sur une grande

cause internationale, le Soudan, le Kosovo ou l'Afghanistan, voire même - inespéré - la question des Roms. Non, il quitte cette maison pour des questions auxquelles il ne comprend goutte, comme la crise économique et monétaire, mais qui ne reviendront pas pour autant dans l'escarcelle des diplomates. Simplement il faut éviter que le successeur de Vergennes ne fasse que de la figuration dans les enceintes internationales où il ne sera plus question que de cela. La campagne présidentielle devrait, selon ceux qui pensent aujourd'hui le remaniement, se jouer entre G 20, FMI et Banque Centrale, Washington, Francfort et Bâle.

Le Ministère des Affaires étrangères avait été réquisitionné pour faire la campagne du référendum européen de 2005. On s'aperçut vite que c'était une erreur, comme de rendre responsable de son échec le ministre Michel Barnier, qui rêvait de Briand et de Robert Schuman, pour laisser la place à l'insipide Douste-Blazy. Ce serait une nouvelle erreur de confier au nouveau ministre un rôle dans la campagne de 2012. Mieux vaudrait un pur diplomate comme le conseiller diplomatique de l'Élysée, M. Jean-David Levitte.

En attendant, pourquoi ne pas saisir cette occasion pour supprimer le dernier secrétaire d'État qui émerge au budget du Quai : celui des Affaires européennes, qui ne se justifie plus depuis la création du service diplomatique européen. Son titulaire actuel, Pierre Lellouche, qui s'est toujours vu ailleurs, et qui a fait le tour critique des incapacités européennes, n'y fera aucune objection.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **BHOUTAN** - Ashi Dorji Wangmo Wangchuck, la reine mère, épouse de l'ancien roi Jigme Dorji Wangchuck, effectue une tournée en Europe (Belgique, France, Italie, Suède) pour présenter la fondation Tarayana qu'elle dirige. Cette fondation est une ONG bhoutanaise qui soutient les personnes confrontées à des difficultés socio-économiques, en particulier dans les zones rurales. En Belgique, première étape de son voyage, elle a été reçue au château de Laeken par la reine Paola et la princesse Claire de Belgique.

◆ **BELGIQUE** - Le quotidien libéral néerlandophone *Het Laatste Nieuws* s'est fait l'écho de rumeurs concernant un projet d'abdication du roi Albert II en faveur de son fils le prince Philippe. Le porte-parole du Palais, Pierre-Emmanuel De Bauw, a formellement démenti ce scénario : « La question n'est absolument pas à l'ordre du jour », a-t-il déclaré.

◆ **SUÈDE** - Le roi Carl XVI Gustaf, la reine Silvia, la princesse héritière Victoria, le prince Daniel et le prince Carl Philip de Suède ont assisté, à Helsingborg, aux cérémonies marquant le 200^e anniversaire de l'arrivée de Jean-Baptiste Bernadotte en Suède. C'est en effet en 1810 que le maréchal Bernadotte, adopté par le roi Charles XIII et la reine Hedwige-Élisabeth-Charlotte qui n'avaient pas d'enfant, débarque à Helsingborg comme prince héritier. Il prend le prénom de Karl Johan et se convertit au protestantisme. Il est présenté aux états généraux d'Örebro qui l'acceptent. A la mort de Charles XIII, en 1818, il devient roi sous le nom de Karl XIV Johan.

◆ **ÉMIRATS ARABES UNIS** - Saqr ben Mohammad al-Qassimi, émir de Ras el Khaïmah est décédé à l'âge de 92 ans. Ras el Khaïmah est l'un des sept émirats des Émirats arabes unis. Le défunt était le souverain le plus âgé du monde et gouvernait son pays depuis 1948. C'est son fils Saoud ben Saqr al-Qassimi (54 ans) qui lui succède. Le Conseil fédéral suprême, plus haute instance politique des Émirats arabes unis, a immédiatement proclamé son « appui total » au nouveau souverain mettant ainsi fin à la revendication de son frère aîné Khalid al-Qassimi qui s'était proclamé souverain dans un message vidéo mis en ligne sur son site internet dès l'annonce du décès de son père.

◆ **IRAN** - Le prince Reza Pahlavi, fils aîné du dernier chah d'Iran, vient d'inaugurer sur son site internet une rubrique *Questions/réponses* où chaque mois il répond à dix questions, sélectionnées parmi celles que lui ont adressées ses concitoyens. Interrogé sur son action actuelle il a répondu : « J'ai créé deux organisations à but non lucratif, l'Union démocratique d'Iran (UDI) aux États-Unis et l'Association pour le Rassemblement et la Démocratie en Iran (ARDI) en Europe. Je suis en contact permanent avec le mouvement vert aussi bien auprès des jeunes Iraniens à l'intérieur de l'Iran qu'auprès de ceux qui ont été contraints de chercher refuge dans des pays étrangers. J'ai également veillé à ce que tous nos problèmes soient exposés aux yeux du monde. Surtout, j'ai souligné à maintes reprises comment toute intervention militaire étrangère serait contre-productive et doit être évitée. Au lieu de cela, j'ai exhorté les gouvernements étrangers et leurs citoyens respectifs à soutenir le peuple iranien dans sa quête pour la liberté. »

Le président des riches

La guerre des classes fait rage : depuis son élection et tout au long de la bataille sur les retraites, Nicolas Sarkozy a agi comme chef d'une classe mobilisée pour assurer sa propre domination. Dans l'affaire, le supposé président n'est que le fondé de pouvoir de l'oligarchie.

Dans un livre qui a connu un succès immédiat, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot replacent le *Président des riches* dans la logique d'un système qui est à détruire. Mais comment ?

Chère Monique, cher Michel,
Eh bien ! C'est fait : voici Nicolas Sarkozy habillé pour l'hiver - le long hiver d'un homme qui avait réussi à bluffer une partie du pays et qui se trouve rejeté par une très large majorité de citoyens. Il a voulu se placer en permanence sur le devant de la scène. Il est devenu la cible de millions de manifestants qui le conspuent parce qu'il est depuis son élection le **président des riches**, tel que vous le désignez dans votre livre. (1)

Je ne reprendrai pas les discours et les actes de l'autocrate, ni les lois qu'il a dictées sous l'influence de ses amis et commanditaires : je renvoie nos lecteurs aux relevés minutieux, aux explications pertinentes que vous avez consignés jour après jour. Chacun pourra utilement se rafraîchir la mémoire et compléter son information sur le bouclier fiscal, les charmes de Neuilly, le réseau des amis (fonctions, propriétés, loisirs, jetons de présence), l'installation du tout-à-l'égout dans la fameuse villa du Cap Nègre et sur bien d'autres détails d'une vie privée insolemment mêlée à l'exercice de la plus haute fonction politique.

Misère de la **communication** : ce spectacle complaisamment orchestré a vite

cessé d'attirer les foules. L'antisarkozysme est devenu une passion nationale - clairement exprimée par des millions de manifestants en septembre et en octobre. Mais l'éviction du supposé président en 2012 ne saurait résoudre le problème politique français : telle est bien votre conviction, et la nôtre. Nicolas Sarkozy n'est qu'un cas, outrageusement significatif, que vous avez rencontré au cours de cette *enquête sur l'oligarchie* qui est la raison de votre livre.

À la *Nouvelle Action royaliste*, cela fait bien des années que nous utilisons le concept d'oligarchie, aussi vieux que la philosophie politique, pour qualifier le groupe qui a usurpé la réalité du pouvoir. Nous sommes heureux d'en retrouver une définition précise dans votre livre : « *Lorsque tous les pouvoirs sont entre les mains de personnes qui entretiennent des liens étroits et forment un groupe de fait, on peut parler d'oligarchie. La politique, les entreprises, la finance, les médias, le marché de l'art sont contrôlés par des agents sociaux qui se connaissent et se reconnaissent, au sens où ils se cooptent mutuellement dans les instances où ils se retrouvent.* » (p. 39). Pour se convaincre de la réalité de l'oligarchie, il suffit de consulter la liste des invités aux dîners d'Anne Méaux, conseillère en

communication, les fonctions exercées par Michel Pébereau, président de BNP Paribas, le rôle de Stéphane Fouks, président exécutif d'*Euro RSCG Worldwide*, classé à gauche - et de tant d'autres personnages plus ou moins connus.

L'oligarchie est aujourd'hui la seule classe sociale effectivement mobilisée pour la défense de ses intérêts, qui sont tout à fait compatibles avec l'idéologie ultra-libérale : « *ses membres peuvent vivre et agir quasi instinctivement dans la mesure où leur représentation du monde est adaptée à leur position : le libéralisme et son adoration pour la concurrence et la lutte de tous contre tous est une idéologie plus pratique que théorique...* » (p. 48). L'efficacité de l'oligarchie est d'autant plus redoutable qu'elle réunit toute la droite et une grande partie des dirigeants de gauche : Dominique Strauss-Kahn, Laurent Fabius, Martine Aubry, Jacques Attali sont du même monde que François Pinault et Vincent Bolloré.

En adoptant une attitude **décomplexée**, Nicolas Sarkozy a révélé et glorifié des relations qui restaient discrètes au temps de Jacques Chirac. Mais les provocations et les échecs du supposé président peuvent conduire l'oligarchie à choisir un autre fondé de pouvoir : un Fillon peut faire l'affaire, mais aussi un dirigeant socialiste : « *n'oublions pas que ce sont des socialistes qui ont nationalisé le système bancaire dans les années 1980 et d'autres socialistes qui l'ont reprivatisé quelques temps après.* » (p. 47).

Il y a, chère Monique, cher Michel, plein accord sur le constat. Ce qui n'a, pour nous, rien d'une évidence ! Dans les années soixante-dix, les conflits sociaux

ne nous semblaient pas relever d'une lutte des classes dont les dirigeants communistes français donnaient une vision sommaire. C'est au *Conseil Économique et Social* que j'ai vu, concrètement, comment le patronat (CNPF, CGPME) et ses alliés (la FNSEA) menaient bataille, avec un dogmatisme pétri d'inculture, pour défendre les intérêts de leurs mandants. En affrontant ces gens, au sein de la section des Relations extérieures ou en séance plénière, j'ai peu à peu découvert les ressorts de leur argumentation, sommaire et violente, et cette adhésion immédiate, instinctive comme vous le dites, à l'idéologie ultra-libérale alors en plein essor. Des amis engagés dans l'action syndicale faisaient sur d'autres terrains des constats identiques aux miens.

Au cours des années quatre-vingt dix, nous avons vu les différents groupes du milieu dirigeant, libérés de la peur du communisme, renforcer leur cohérence et avouer de plus en plus clairement qu'ils voulaient en finir avec les conquêtes du Front populaire et de la Libération. Le Parti communiste était écrasé, bien des socialistes étaient indifférents à l'idéal de la Résistance, les deloristes et les rocardiens avaient ouvert la voie du ralliement du Parti socialiste aux idées et aux recettes ultra-libérales : l'oligarchie s'est alors constituée en tant que telle, face à une classe ouvrière éclatée et à d'autres groupes sociaux en perte de repères. Vos livres sur la grande bourgeoisie et les discussions que nous avons eues avec vous aux *Mercredis de la NAR* nous ont beaucoup aidé à préciser notre pensée sur les luttes sociales et à nous engager de plus en plus nettement dans ce que Warren Buffet appelle la guerre de classes. C'est lui qui emploie cette expression, c'est lui et ses pairs qui ont décidé de mener cette guerre : nous sommes forcés de répliquer sur le même terrain.

J'en viens à la grande question que vous posez en conclusion de votre livre : que faire ? Nous avons participé et participons ces temps-ci à de grandes actions de résistance : le **Non** au référendum de 2005, le rejet du CPE en 2006, les manifestations de 2009 contre les effets de la crise, le mouvement contre la réforme des retraites. Chaque fois, nous sommes en position défensive alors que les foules rassemblées veulent, comme nous, faire sauter la baraque oligarchique. Une contre-offensive est-elle possible ? Vous désignez avec justesse plusieurs axes que je résume ainsi :

- face à une classe dominante mobilisée, pas d'autre solution que la mobilisation populaire. Les manifestations et les grèves de septembre et d'octobre montrent que ce n'est pas un rêve : l'es-



■ La villa du Cap Nègre de la famille de Carla Bruni où une affaire de tout-à-l'égoût a fait limoger un préfet...

prit du temps est à la révolte et les cibles sont clairement désignées. Bien sûr, on ne peut pas manifester toutes les semaines et il faut s'engager dans des actions moins spectaculaires ;

- il faut, dites-vous, « *restituer l'intelligibilité des rapports de classe* » (p. 190). Cela signifie que nous devons regagner la bataille du langage que nous avons perdue à la fin du siècle dernier, quand *l'équité* a remplacé *la justice*, quand le profit s'est caché sous le mot *résultat*, quand l'ouvrier est devenu un *technicien de surface*, quand les spéculateurs sont devenus des *investisseurs* en bourse, quand les chômeurs et autres travailleurs marginalisés sont devenus des *exclus*, autrement dit des incapables ;

- il faut étudier l'adversaire, le connaître précisément, faire des excursions dans les **ghettos du gotha** et, si l'on n'est pas invité dans les dîners en ville, observer les oligarques qui sont sur les plateaux de télévision comme dans leur salon. Connaître l'adversaire est indispensable : vos livres nous y aident et nous faisons pour notre part écho à tous les travaux qui nous permettent d'acquérir une connaissance non fantasmée de la classe dominante et du système ultra-libéral ;

- il faut présenter un programme de gouvernement. Nous proposons comme vous la nationalisation des secteurs-clés - en commençant par les banques. Nous voulons que le suffrage universel soit respecté : l'effacement du référendum de 2005 est un viol délibéré de la souveraineté populaire. Nous sommes pour l'interdiction du cumul des mandats car la fonction du Législateur, dans notre régime parlementaire, est exclusive de tout

autre. Nous ne nous sommes pas encore prononcés sur la suppression de la Bourse mais la proposition mérite étude attentive car on ne saurait confier la moindre part de l'avenir de la nation à une société de parieurs. Nous avons discuté vos propositions fiscales lorsque vous nous avez présenté votre livre en octobre dernier. Pour formuler un programme complet de gouvernement, vous savez que nous demandons la mise en discussion des propositions présentées par Jacques Sapir.

Hélas, le principal parti d'opposition ne relaie pas nos débats et ne s'intéresse guère à nos propositions. Résultat ? « *Une force potentiellement considérable, mais éclatée, sans coordination ni dynamique d'ensemble.* » (p. 212). Nous ne pouvons en rester là. D'où ma suggestion : que les chercheurs - sociologues, économistes, géopoliticiens - qui appartiennent à la gauche (dont nous ne sommes pas) et qui ont avancé des éléments de programme demandent à être reçus par les dirigeants socialistes et les somment de se prononcer sur un programme de rupture avec l'oligarchie et avec l'idéologie dominante. Nous ne voulons pas d'un nouveau Jospin. Il vous faut mettre les socialistes devant leurs responsabilités historiques puis informer les citoyens des engagements qu'ils auront pris en matière de protection économique, de nationalisations et de juste répartition du revenu national.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot - « *Le président des riches, Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy* », Zones, 2010, prix franco : 16 €. [Achat immédiat](#)

Grenelle ou la supercherie écologique

Ce pamphlet de Jean-Christophe Mathias stigmatise non seulement la politique actuelle en matière d'environnement, mais de manière convaincante et cruelle la complicité des protagonistes symboliques Sarkozy/Cohn-Bendit, symétriquement libéro-libertaires et anarchistes, dans la débâcle programmée du pouvoir d'État.

On se doutait un peu que l'opération *Grenelle* relevait de la supercherie. Le titre choisi rappelant la manière dont le Gouvernement après Mai 68 lâcha des miettes salariales aux syndicats pour leur donner prétexte à rentrer dans le rang de la société marchande, reflétait à lui seul l'intention de récupération politique.

Quant au fond, l'opération menée le fut en deux temps trois mouvements. À commencer par **Grenelle I** où l'on recensa les questions liées à l'environnement, inventaire factuel, en occultant toutefois deux thèmes majeurs : les OGM et le nucléaire. Cet inventaire, dont on se glorifiait qu'il fût pour la première fois entrepris par l'État, laissait entendre que la dimension environnementale, enfin prise au sérieux globalement, allait désormais infléchir les politiques publiques. À cela était supposé aboutir le second mouvement, **Grenelle II**, d'où se dégagerait les principes de droit auxquels un vote de la

représentation nationale donnerait force de loi.

Le polémiste a beau jeu de montrer ici, par l'analyse des textes, comment la légendaire *gouvernance* est venue systématiquement inhiber ou pervertir tout acte de gouvernement. Quel que soit le sujet traité - et l'on sait que certains comme l'emploi des pesticides, la gestion de l'eau, la politique de l'habitat et des transports, sont chauds dans le débat public - les conclusions tirées sont coulées dans une sémantique digne des *Précieuses ridicules* :

La **lutte** contre le changement climatique se traduit finalement par une *adaptation*, la réduction des pollutions industrielles ou agricoles ne suppose aucune interdiction, même des substances les plus dangereuses, mais *devra* se faire benoîtement à petits coups d'incitations, de faveurs et d'encouragements.

Un certain nombre de **priorités** sont décrétées sous condition « *d'enjeux liés au développement économique et à la compétitivité des territoires* » qui aussitôt les subordonnent au profit conjoncturel. C'est ainsi que des techniques comme celle des *stations de transfert d'énergie* qui pompent l'eau en aval pour la faire remonter dans les barrages - synthèse du jet d'eau du jardinier de *Mon oncle* et des ter-

rassements du Sapeur Camember - font prévaloir le non-sens sur toute la ligne, au préjudice des fleuves aux estuaires envasés.

Les rapporteurs font grand cas du **principe de précaution** et le prouvent en assortissant toutes les mises en garde contre les épandages ou utilisations de substances nuisibles dans l'espace public de *dérogations* qu'ils osent dénommer *exceptionnelles* - comme si l'on pouvait à la fois faire une loi et amnistier d'avance ceux qui l'enfreignent...

Tout ce que les préfets ont légalement le droit de réguler ou d'interdire pour le bien du public est énoncé sous forme d'une latitude qui leur serait laissée : ils *peuvent* protéger leurs administrés, mais s'ils s'abstiennent, c'est qu'ils auront de bonnes raisons de se taire...

On l'aura compris : ce texte de loi sur le **Grenelle de l'environnement** n'a servi qu'à faire semblant de traiter la question ; ce n'est en effet rien d'autre, écrit Jean-Christophe Mathias, « *qu'une vaste prévision technocratique de l'aménagement du territoire français au sujet de laquelle on se demande bien ce que des associations comme Greenpeace ou France Nature Environnement ont pu apporter... sinon une reconnais-*

sance servile envers un pouvoir politique théâtral. »

Et c'est ici que l'auteur démasque avec une saine fureur la collusion idéologique entre les libéraux-libertaires de droite et de gauche, adeptes du laisser-faire contre tout pouvoir arbitral et farouchement alliés pour accomplir le dépérissement de l'État et de la souveraineté nationale. Ces ultras se retrouvent évidemment dans la supercherie du *Grenelle*. En liant perpétuellement leur « *nouveau modèle de développement durable* » à un impératif inepte de *croissance durable*, ils le frappent d'emblée de paralysie. Car comment opérer les grandes mutations indispensables dans le domaine des transports, du foncier ou de la chimie, sans opérer à vif dans le tissu économique contre des intérêts financiers dominants ? Seul l'État aurait le pouvoir de programmer et la mission d'appliquer une politique cohérente, s'il ne s'était laissé priver de ses prérogatives traditionnelles au service de la *res publica*.

Ce brûlot de Jean-Christophe Mathias, chercheur indépendant, a le mérite d'insérer l'écologie dans une cohérence politique, au lieu de la diluer dans les compromis où se perdent ses promoteurs actuels. Certes, on ne saurait s'enthousiasmer *a priori* pour les adeptes de la **décroissance** dont il évoque les polémiques et l'on peut regretter quelques scories, échappées par moment de son *lyrisme polémique*. Mais une vérification intellectuelle de sa position est possible grâce à son essai théorique récemment paru, *La politique de Cassandre, manifeste républicain pour une écologie radicale*, qui mérite d'ouvrir un débat approfondi.

Luc de GOUSTINE

📖 Jean-Christophe Mathias - « *Le Grenelle de l'environnement, La supercherie écologique* », éd. Le Sang de la Terre, prix franco : 16 €. ➔ [Achat immédiat](#)

📖 Jean-Christophe Mathias - « *La politique de Cassandre, manifeste républicain pour une écologie radicale* », éd. Le Sang de la Terre, prix franco : 21 €. ➔ [Achat immédiat](#)

**Si vous partagez
nos objectifs**

**Adhérez
à la NAR !**

Formulaire sur demande ou en ligne
<http://narinfo.voila.net/Adherer.htm>

Le regard politique

Qui est Pierre Manent ? Discret, parfois jusqu'à la timidité, et pourtant audacieux dans la pensée, au point de mettre en cause directement les préjugés les mieux en cours, original sans forfanterie, simplement parce qu'il creuse son sillon avec détermination, il est aujourd'hui un de nos plus profonds philosophes politiques. À bien des égards, on pourrait le comparer à Marcel Gauchet, dont il est d'ailleurs l'ami depuis longtemps, mais dans le but de marquer leurs différences. Par exemple, la question du religieux les oppose, sans doute parce qu'ils n'en ont pas la même définition. Cependant, dit Pierre Manent : « Nous avons un accord profond sur l'importance de la chose politique et sur la radicalité requise du philosophe politique. » Cette radicalité impose aujourd'hui à l'intéressé d'ouvrir une brèche dans le consensus qui entoure l'idée moderne de démocratie sur un point essentiel : l'humanité serait parvenue « à sa dernière forme, à sa métamorphose finale » avec la découverte définitive de la vérité ultime de l'être humain. Le penseur politique contredit pareille évidence, en remarquant que la mutation démocratique a été précédée d'autres mutations – ne serait-ce que celle de l'apparition de la cité grecque, d'une importance anthropologique encore plus grande. Mais c'est l'objet d'un livre tout entier dont nous reparlerons. (1)

L'originalité de Pierre Manent s'affirme encore à l'encontre de la doxa européenne actuelle qui ne semble guère souffrir d'opposition dans l'intelligentsia. Les contestations populaires dont la construction européenne a été l'objet ont été très mal vécues par tous ceux qui considèrent que celle-ci constitue la grande nouveauté politique, surgie de la Seconde Guerre mondiale et, qui assume ce miracle d'être un espace de paix définitif en même temps que l'idéal rêvé d'une société ouverte. En somme, l'Europe ne serait pas moins que la constitution en voie d'achèvement d'une humanité réconciliée. À l'encontre de ce mirage, Pierre Manent assène des coups terribles : « Toutes les appartenances ici sont en fait aspirées vers et absorbées par l'appartenance à l'humanité. Or l'humanité ne constitue pas un corps politique puisqu'elle est incapable de se gouverner elle-même. Les circonstances, principalement la protection et la suzeraineté américaines, ont relâché et presque suspendu en Europe la pression de la nécessité politique ; et parce qu'ils sont en vacances, les Européens croient qu'ils sont à jamais libérés du travail. Qu'ils en profitent, cela ne durera pas. »

Je tire ces pensées intempestives d'un ouvrage quasiment biographique (2), où elles apparaissent dans le développement d'un itinéraire intellectuel où l'auteur explique longuement son propre parcours. Comment s'est constitué le regard

politique propre à un chercheur qui s'est mis à travailler son sujet depuis plus de trente ans, si l'on ne compte que les années d'essor de sa recherche personnelle. Interrogé par Bénédicte Delorme-Montini, Pierre Manent se raconte pour la première fois depuis son enfance de fils de communiste, qui choisira très vite le combat antitotalitaire sans se fâcher avec son père. En ce sens, il n'est sans doute pas unique à ceci près que c'est très jeune qu'il accomplit son tournant, grâce à son professeur de philosophie du lycée Pierre Fermat de Toulouse, le thomiste et maurrassien Louis Jugnet : « La première chose qu'il m'a apprise, c'est qu'il y a quelque chose à savoir en matière de religion. C'est ce que je ne savais pas avant Jugnet et c'est, je crois, ce qu'aujourd'hui la plupart de nos contemporains ignorent. » Le catholicisme ne le quittera plus, pourtant ce ne sera pas selon la déclinaison maritannienne que l'étudiant envisagera l'objet de son étude, qui sera désormais la philosophie politique.

Jugnet lui a recommandé d'aller voir Raymond Aron, au moment de son départ pour l'école de la rue d'Ulm à Paris. Et c'est dans la proximité de ce maître qu'il travaillera, se distinguant de son entourage normalien que rétrospectivement il assimile à *la nef des fous* : « Aron... savait de quoi il parlait et par la même, il éduquait son lecteur et son auditeur parce qu'il montrait qu'il y a quelque chose à savoir, et que donc le jugement politique (...) repose d'abord sur l'analyse pertinente des choses politiques elles-mêmes. » Une autre influence majeure va le marquer très vite, celle de Leo Strauss, un *antimoderne* dont la force consiste à saisir au plus près la notion de la modernité. En voulant parvenir à la maîtrise de la condition humaine les Européens sont peut-être engagés dans une véritable perte d'eux-mêmes. Pour autant, Manent ne sera pas exposé à la tentation réactionnaire. Il demeure dans une perspective tocquevillienne, libérale donc, qui l'amène à accepter le devenir démocratique, sans jamais en être dupe. Car ce devenir s'inscrit aussi dans la vocation occidentale marquée par « une histoire prodigieusement inventive, avec une consommation proportionnelle d'énergie humaine, en particulier dans l'arc incandescent que parcourt la cité grecque. Athènes spécialement. Arc dupliqué dans cet arc second que nous appelons précisément l'Occident. » J'ai retenu aussi de ce parcours la rencontre avec Allan Bloom ce disciple étonnant de Strauss, dont la découverte en France fut un des événements de la vie intellectuelle sous Mitterrand. Sa prodigieuse culture et sa sagacité en émerveillèrent plus d'un, d'autant qu'il s'agissait d'un parfait inconnu... sauf pour Pierre Manent, qui devait traduire un de ses plus beaux textes (*Amour et amitié*, de Fallois). Ce qui surprenait c'était la densité de culture que l'on n'attendait pas de la part d'un Américain. Cette même densité que l'on retrouve chez l'auteur de *La cité des hommes* et qui permet de faire accéder la réflexion politique à sa véritable vocation, qui est celle de la connaissance la plus achevée de la nature humaine.

par Gérard Leclerc



(1) Pierre Manent - « *Les Métamorphoses de la cité* », Flammarion, prix franco : 25 €.

[Achat immédiat](#)

(2) Pierre Manent - « *Le regard politique* », Flammarion, prix franco : 20 €.

[Achat immédiat](#)

Rois en guerre

La Seconde Guerre mondiale a bien souvent mis des rois d'Europe face à eux-mêmes et à la solitude du pouvoir. La variété de leurs choix, aux conséquences politiques incalculables, les a menés au triomphe ou à l'échec.

La qualité des photographies en couleur qui illustrent le dernier hors-série *Histoire de Point de vue* (1), est une très belle accroche pour un sujet qui nous semble essentiel, et pourtant très peu souvent traité dans son intégralité, celui de l'attitude et du rôle - en fonction de leur degré d'implication dans la définition d'une politique, au quotidien, dans leurs royaumes - des rois d'Europe et d'ailleurs, au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Celle-ci devait mettre plus d'un monarque en difficulté, alors qu'elle en consacrait d'autres - une majorité - comme garants essentiels de la démocratie. L'origine exacte de ces images en couleur de la famille royale britannique aurait presque mérité un encart spécial, tant elles nous font entrer dans le décor de la grande tragédie par la simple action d'un regard : à coup sûr, elles tranchent avec les photos en noir et blanc ou d'autres, coloriées *a posteriori*. Elle nous permet de saisir toute la gloire qui auréole les Windsor, restés à Londres au milieu du peuple, aux plus durs moments de la Bataille d'Angleterre, dont les Britanniques ont célébré, en septembre, le soixante-dixième anniversaire, pour ne s'en rappeler que le dernier jour, celui qui voyait pour longtemps disparaître le spectre de l'invasion des îles britanniques par les forces d'Hitler.

Les royalistes français, qui ont toujours du mal - pour diverses raisons - à évoquer le sort de leur famille de pensée au creux de l'année 1940, ne

doivent pas oublier, et faire savoir, que c'est bien la monarchie qui résista seule - et le mieux - aux hordes nazies. En Scandinavie, aux Pays-Bas et au Luxembourg, les souverains, engagés aux côtés de la Résistance, repliés à l'étranger ou bravant les interdits de l'Occupant - ainsi le roi Christian X de Danemark jurant d'arborer lui-même l'étoile jaune si on devait l'imposer à ses concitoyens - sortent triomphants des épreuves.

En Belgique et en Italie, où les souverains n'ont pas résisté à l'attraction des forces nazies, la *question royale* sera posée brutalement dès la Libération. Les Balkans et la Roumanie, avec les luttes anticipées de la Guerre froide verront la fin des monarchies qui devront laisser la place à la dictature communiste.

Le sort du roi Boris III de Bulgarie, mort en 1943 dans des circonstances aujourd'hui encore mal établies, nous est fort bien expliqué dans le dossier de *Point de Vue*. Patriote, le roi ne peut pourtant pas compter sur un appui franc de la Nation, et sera à la recherche de différents appuis, à l'étranger, inconciliables les uns avec les autres : « *mon armée est germanophile, ma diplomatie est anglophile, je suis le seul bulgarophile* », annonce le roi, désespéré, peu avant le début du conflit.

David NOVARRO

(1) « *Les rois dans la guerre 1939-1945* », *Point de Vue*, hors série Histoire n°5, dirigé par Philippe Delorme, en vente dans les kiosques : 5,50€.

Des Rois, des Reines, et d'autres choses aussi

Apparemment, un même thème réuni deux ouvrages qui traitent de notre histoire royale. L'un et l'autre sont de grande qualité. Mais ce qui les inspire les distingue radicalement.

Le premier s'intitule *Le petit livre des Rois de France*. On y retrouve pour chaque souverain, y compris les rois légendaires de la dynastie mérovingienne, une note descriptive de leur règne, rédigée avec une grande clarté et à jour des plus récentes découvertes. Un travail d'historien des plus sérieux. Mais, avouons-le, l'intérêt du livre est ailleurs.

Il s'agit d'abord d'un bel objet, couverture molletonnée et fleurie, ornée d'un classique portrait de Louis XIV en majesté, tranches dorées, et chaque page accompagnée d'une illustration, et tout ça pour moins de 15 € (vive la mondialisation !!!). Ce sont surtout ces illustrations qui fascinent : toutes sont des chromos, tirés de ces images publicitaires qui, au temps de la réclame, accompagnaient nos tablettes de chocolat et autres friandises (des photos de footballeurs les ont aujourd'hui remplacées et l'on n'oserait dire que c'est avantageusement !).

Voir ou revoir ces images - portraits très idéalisés et scènes reconstituées sans le moindre souci de vraisemblance - nous permet de constater à quel point elles ont pu imprégner notre imaginaire et furent les relais efficaces de ce roman national qui fait que nous sommes ce que nous sommes... Bien sûr, la science historique n'y a rien gagné, mais nous, oui. Quel dommage que nous ayons laissé dépérir tout cela ! Mais rien n'est tout à fait perdu, puisque ce livre est là. Merci au *Chêne*

d'avoir exhumé ces belles images... et merci aux humbles travailleurs chinois de les avoir rendues accessibles à toutes les bourses.

Avec le *Petit dictionnaire éterné des Rois et Reines de France*, nous sommes dans un tout autre univers : les images semi-légendaires cèdent la place à la réalité des faits. Et c'est très bien. Car si la légende a ses charmes, l'histoire a ses impératifs. Rien n'est plus dommageable que de confondre l'une et l'autre (même si la légende peut être le premier pas vers l'histoire). Toute l'ambition de Philippe Valode est de présenter l'histoire royale de la France, sous une forme immédiatement accessible (l'ordre alphabétique) et dégagée de tout bla-bla. C'est une réussite. Racontars douteux et interprétations oiseuses sont impitoyablement débusqués. Les grands faits et gestes de notre histoire, comme les souverains et les personnages éminents, sont restitués dans leur vérité, à la lueur de la science historique contemporaine. L'ouvrage est d'un usage facile et, si l'alphabet entraîne parfois de singuliers rapprochements, cela agit comme un joyeux stimulant de notre curiosité.

Patrick PIERRAN

Guillaume Picon & Katia Boudoyan - « *Le petit livre des Rois de France* ». Chêne, prix franco : 17 €. [Achat immédiat](#)

Philippe Valode - « *Petit dictionnaire éterné des Rois et Reines de France* ». Les éditions de l'Opportun, prix franco : 14 €. [Achat immédiat](#)

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 21 novembre** prochain.

Parmi les questions à débattre : comment marquer le 40^e anniversaire de la NAR en avril prochain ?

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

CONGRÈS 2011

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **9 et 10 avril 2011**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**La spéculation financière**" et, d'autre part, "**Le statut de l'étranger en France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

◆ **A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.**

◆ **La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.**

◆ **Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).**

● **Mercredi 10 novembre** - Depuis la publication du *Désenchantement du monde* en 1985, nous suivons avec une extrême attention la réflexion de **Marcel GAUCHET** dans l'ordre de la philosophie politique, quant à l'histoire des religions et dans le domaine de l'éducation. Régulièrement invité à nos réunions parisiennes, Marcel Gauchet nous a présenté nombre de ses livres et nous attendions avec impatience la publication du troisième tome de l'ouvrage qu'il consacre à *L'Avènement de la démocratie*.

A la suite de la crise du libéralisme, analysée dans le précédent volume, voici une confrontation décisive à « **L'épreuve des totalitarismes** » qui conduit à un constat pour le moins dérangeant : les idéologies et les régimes

MERCREDIS DE LA NAR

totalitaires qui ont voulu abattre les démocraties sont paradoxalement issus de la démocratie elle-même. Mais ce sont les démocraties libérales, triomphantes en 1945, qui ont su apporter les réponses politiques et sociales au défi totalitaire...

● **Mercredi 17 novembre** - Professeur agrégé de la Faculté de Sciences économiques de Clermont-Ferrand, président du club *Participation et Progrès*, député RPR du Puy-de-Dôme de 1986 à 1988 et de 1993 à 1997, spécialiste des questions militaires, **Pierre PASCAL-LON** vient de publier, en collaboration avec Pascal Hortefeux, un ouvrage au titre inquiétant qui fait le titre de sa conférence : « **Hier la crise, demain la guerre?** »

La crise financière de 2007-2008 et le déclin relatif des États-Unis sont en train de provoquer des changements profonds dans le jeu des grandes puissances. La rivalité entre les nations va gagner en intensité et une longue période d'instabilité marquera les relations internationales. La confrontation entre les États-Unis et la Chine est très probable et lourde de périls. Une guerre est-elle possible, entre deux États qui disposent de l'arme nucléaire ? Dans la perspective d'un durcissement des antagonismes, quel peut être le jeu de la France ?

● **Mercredi 24 novembre** - Ce n'est pas l'ancien profes-

seur de français que nous invitons, ni l'animateur qui enchanta de vastes publics à la radio et à la télévision, mais **Albert ALGOUD**, l'éminent tintinophile qui voulut bien nous consacrer, en 2005, une soirée mémorable. L'auteur de *Tintinolâtrie*, du *Haddock illustré* et de nombreux autres ouvrages de références, dont une biographie non autorisée de la Castafiore, vient de publier un « *Petit dictionnaire énervé de Tintin* » qui nous permettra de faire retour à une œuvre qui suscite l'attention des philosophes, des psychanalystes, des antifascistes et des hommes d'affaires.

Au fil du débat, auquel sont conviés les tintinophiles et les tintinophobes ainsi que tous ceux qui sont restés sur le seuil de l'œuvre, nous reprendrons la sempiternelle question du racisme de Tintin (au Congo), de la légende colportée par le SS Degrelle, mais nous étudierons surtout les rapports (réels ou supposés) entre Tintin, Céline, Carl Gustav Jung, Jules Verne, l'école lacanienne et les tziganes. Hommage sera rendu au roi Ottokar IV.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm.

hauteur totale 28 cm. Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 8 € franco.

<http://narinfo.voila.net/BAVI.htm>

AUTOCOLLANTS



Utilisez nos autocollants publicitaires pour *Royaliste*

De format 99x38 mm très visible (imprimés en noir sur fond jaune)

Vendus par planche de 14

0.70 € franco la planche

à partir de 10 planches : 0.65 € la planche

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Sarko et son double

Il y en Nicolas Sarkozy deux personnages contradictoires qui trouvent leur unité de façade dans un verbiage volontariste. Le constat ne doit rien à l'analyse psychiatrique, pour laquelle je ne suis pas qualifié. J'observe simplement que le Sarko de Paris n'est pas le Sarko de Bruxelles.

Ici, en France, nous voyons un autocrate qui se présente en homme de courage face aux millions de citoyens révoltés contre lui. Il ne bougera pas d'un pouce ! Il a fait voter la loi sur les retraites, qui sera promulguée ! Au plus fort de la tempête sociale, le capitaine a su montrer aux marchés financiers, aux agences de notations et à l'ensemble du milieu dirigeant qu'il était capable de tenir la barre. Gains escomptés : le maintien du triple A chez Moody's et consorts, puis la reconnaissance des électeurs de droite qui voteront pour « l'homme fort » plutôt que pour Marine Le Pen.

Nous savons tous qu'il n'y a nul courage à imposer aux autres des sacrifices dont on se dispense et dont on exonère une minorité de privilégiés. Le cynisme étant avéré, on peut se concentrer sur le phénomène du dédoublement. Dès qu'il se retrouve en compagnie des oligarques européens, l'homme de fer courbe l'échine et se soumet aux volontés de la chancellerie allemande. Oubliées, les diatribes de 2007 contre la Banque centrale européenne et, au début de la crise, la critique virulente des banquiers et du capitalisme financier ! Nicolas Sarkozy se rassure en lisant les articles sur la solidité de l'axe Paris-Berlin, il joue au décideur en se promenant à Deauville avec Angela

Merkel mais il se laisse emporter par le vent de folie - alors qu'un président français devrait dénoncer la politique allemande, refuser l'euro fort et mettre en cause le dogme de la monnaie unique.

Car c'est bien la folie qui règne à Bruxelles, Francfort, Berlin et autres lieux où se réunissent les eurocrates aux abois :

Alors que nous sommes entrés dans la guerre des monnaies (1), les gestionnaires de la zone euro



restent complètement inertes, laissant s'apprécier la valeur de la « monnaie unique » ce qui provoque délocalisations et chômage.

Ces mêmes gestionnaires (Trichet, Merkel, Juncker) se sont aperçus en mai dernier que la zone euro était au bord de l'explosion et ont décidé de violer à la fois les statuts de la Banque centrale européenne et le traité de Lisbonne - imposé aux imbéciles que nous sommes pour notre bien. Le traité salubre piétiné par ses propres fabricants ! Nicolas Sarkozy fut activement complice de ce coup de force et des mesures d'austérité qui furent imposées au peuple grec.

Dans la zone euro et en Grande-Bretagne, l'objectif de réduction des déficits budgétaires a été partout affiché alors que nous savons d'expérience que les mesures prises provoqueront l'appauvrissement des populations et la baisse de la croissance - sans éviter que des États fassent défaut sur leur dette.

Comme si cette folie n'était pas suffisante, la chancellerie allemande a fait accepter au sommet du 28 octobre, après maintes discussions et chamailleries, le principe d'une discipline budgétaire que les États membre de l'Union auraient à respecter sous peine de sanctions. Les modalités sont encore à préciser mais, là encore, un président digne de ce nom aurait immédiatement refusé la logique allemande pour deux raisons décisives :

1° Le contrôle eurocratique des politiques budgétaires des États constitue une violation des principes démocratiques : les parlements nationaux seront déposés de leur pouvoir fondamental et le peuple souverain n'aura plus aucun moyen de choisir en un domaine déterminant pour son bien-être. De plus, la chancellerie allemande veut que la révision du traité de Lisbonne (présenté voici peu comme définitif) ne soit pas soumise à référendum.

2° Le dogme de l'équilibre budgétaire est une absurdité théorique aux conséquences pratiques désastreuses qui masque les vrais problèmes : excès de la puissance allemande, fragilité des banques européennes, statut de la Banque centrale européenne, taux de change de l'euro, concurrence sauvage de la Chine.

A Paris, l'homme fort veut imposer la régression sociale. A Bruxelles, le fier-à-bras entérine le viol de la démocratie et la logique de récession. C'est pour le pire que ça s'accorde.

Bertrand RENOUVIN

(1) Je commenterai dans le prochain numéro les résultats du G 20.